

F. 91 — 2565

6 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté ministériel en exécution des articles 6 et 8 de l'arrêté royal du 5 septembre 1991 instaurant un tarif téléphonique spécial en faveur de certains déficients auditifs et de personnes ayant subi une laryngectomie

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

Vu la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des Télégraphes et des Téléphones, notamment l'article 3, modifié par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1967 et l'article 4, modifié par l'arrêté royal n° 237 du 31 décembre 1983;

Vu l'arrêté royal du 5 septembre 1991 instaurant un tarif téléphonique spécial en faveur de certains déficients auditifs et de personnes ayant subi une laryngectomie;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence résultant de la nécessité d'exécuter sans délai les dispositions de l'arrêté royal du 5 septembre 1991 instaurant un tarif téléphonique spécial en faveur de certains déficients auditifs et de personnes ayant subi une laryngectomie,

Arrête :

Article 1^{er}. Toute personne qui sollicite le tarif téléphonique spécial instauré, en faveur de certains déficients auditifs et de personnes ayant subi un laryngectomie, par l'arrêté royal du 5 septembre 1991 est tenue de souscrire une déclaration dont le modèle figure à l'annexe 1.

Art. 2. Sur demande de la Régie des Télégraphes et des Téléphones, le bénéficiaire du tarif téléphonique spécial dont question à l'article 1^{er} ci-dessus doit prouver qu'il satisfait aux conditions fixées et ce au moyen de tout document jugé utile, notamment par la production :

1° de la preuve (décision administrative ou judiciaire, selon le cas) d'où il ressort :

— que lui-même, son enfant ou petit-enfant a une perte auditive minimale de 70 dB pour la meilleure oreille selon la classification du Bureau International d'Audiophonologie (BIAP);

— que lui-même, son enfant ou petit-enfant a subi une laryngectomie;

2° du document « composition de ménage » délivré par l'administration communale attestant que son enfant ou petit-enfant handicapé habite chez lui;

3° de la preuve de l'achat d'un poste téléphonique pour sourds agréé.

Art. 3. La Régie des Télégraphes et des Téléphones adresse en temps opportun aux bénéficiaires du tarif téléphonique spécial en question une formule de « renouvellement de la déclaration » dont le modèle figure en annexe 2.

Le bénéficiaire du tarif téléphonique spécial précité est tenu de la renvoyer dans le délai fixé par la Régie des Télégraphes et des Téléphones, dûment complétée et signée.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1991.

Bruxelles, le 6 septembre 1991.

M. COLLA

N. 91 — 2565

6 SEPTEMBER 1991. — Ministerieel besluit tot uitvoering van de artikelen 6 en 8 van het koninklijk besluit van 5 september 1991 ter instelling van een speciaal telefoontarief ten voordele van sommige gehoorgestoorden en personen bij wie een laryngectomie werd uitgevoerd

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Gelet op de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van Telegrafie en Telefonie, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 91 van 11 november 1967 en op artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 237 van 31 december 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 september 1991 ter instelling van een speciaal telefoontarief ter voordele van sommige gehoorgestoorden en personen bij wie een laryngectomie werd uitgevoerd;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid voortvloeiend uit de verplichting om onverwijld de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 september 1991 ter instelling van een speciaal telefoontarief ten voordele van sommige gehoorgestoorden en personen die een laryngectomie ondergingen, uit te voeren,

Besluit :

Artikel 1. Wie aanspraak maakt op het speciaal telefoontarief, ingesteld bij koninklijk besluit van 5 september 1991, is ertoe gehouden een verklaring te onderschrijven, waarvan model als bijlage 1.

Art. 2. Op verzoek van de Regie van Telegrafie en Telefonie moet de genothaber van het speciaal telefoontarief, waarvan sprake in bovengenoemd artikel 1, met alle dienstig geachte documenten bewijzen dat hij aan de gestelde voorwaarden voldoet, inzonderheid door het vertonen van :

1° het bewijs (administratieve of gerechtelijke beslissing, naargelang het geval) waaruit blijkt dat :

— hijzelf, zijn kind of kleinkind minstens een gehoorverlies van 70 dB voor het beste oor heeft volgens de classificatie van het Internationaal Bureau voor Audiophonologie (BIAP);

— hijzelf, zijn kind of kleinkind een laryngectomie heeft ondergaan;

2° het attest « samenstelling van het gezin » afgeleverd door het gemeentebestuur waaruit blijkt dat zijn gehandicapt kind of kleinkind bij hem inwoont;

3° het bewijs van aankoop van een voor doven goedgekeurd telefoontoestel.

Art. 3. De Regie van Telegrafie en Telefonie zendt te gelegener tijd aan de genothabers van het speciaal telefoontarief in kwestie een aanvraag tot « hernieuwing van verklaring », waarvan model als bijlage 2.

De genothaber van het voornoemd speciaal telefoontarief dient deze aanvraag, binnen de door de Regie van Telegrafie en Telefonie vastgestelde termijn, door hem behoorlijk ingevuld en ondertekend, terug te sturen.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1991.

Brussel, 6 september 1991.

M. COLLA



REGIE DES TELEGRAPHES ET DES TELEPHONES

ANNEXE 1
RECTO

Déclaration à compléter et à signer par les personnes qui sollicitent le tarif téléphonique spécial instauré en faveur de certains déficients auditifs et de personnes ayant subi une laryngectomie.

Recommandation : lisez attentivement les extraits des arrêtés royal et ministériel figurant au verso avant de commencer à remplir la présente déclaration.

*
* *

Je, soussigné, (nom, prénoms et nationalité) _____

déclare sur l'honneur :

- 1) que je suis né à _____, le _____;
- 2) que je demeure à (commune) _____ n° postal _____,
rue _____, n° _____;
- 3) que j'ai — mon enfant/petit-enfant (nom et prénom _____) a (*)
une perte auditive minimale de 70 dB pour la meilleure oreille (selon la classification du BIAP),
ainsi qu'il ressort de la décision prise le (date) _____ par (nom et adresse de
l'instance qui a pris la décision) _____;
- 4) que j'ai — mon enfant/petit-enfant (nom et prénom _____) a (*)
subi une laryngectomie ainsi qu'il ressort de l'attestation délivrée le (date) _____
par (nom et adresse de l'instance qui a délivré l'attestation) _____;
- 5) (le cas échéant) que mon enfant/petit-enfant (*) susmentionné habite chez moi comme le prou-
ve le document «composition de ménage» ci-annexé délivré par l'administration communale;
- 6) que je suis en possession d'un téléphone pour sourds agréé acheté le _____
a) à la Régie des T.T. (*)
b) à _____ (*)
comme l'atteste le document ci-annexé (facture ou autre pièce)
— marque et type de l'appareil : _____
— année de construction : _____
— numéro d'agrément : _____;
- 7) que mon téléphone pour sourds est installé sur le raccordement téléphonique numéro d'appel
_____ dont je suis titulaire.

Je m'engage à me conformer aux prescriptions de l'article 8 de l'arrêté royal du 5 septembre 1991 repris au verso.

Date et signature : _____

(*) Biffer ce qui ne convient pas.

ANNEXE 1
VERSO**Extrait de l'arrêté royal du 5 septembre 1991 instaurant un tarif téléphonique spécial en faveur de certains déficients auditifs et de personnes ayant subi une laryngectomie.**

Art. 2. — Le tarif téléphonique spécial dont question à l'article 1er ci-dessus n'est valable qu'en régime d'abonnement ordinaire pour un raccordement normal. L'installation du demandeur doit être équipée d'un poste téléphonique pour sourds agréé. Si ledit poste n'est pas fourni par la Régie des T.T. une preuve d'achat doit être présentée.

Art. 3. — La réduction n'est octroyée que pour un seul raccordement par bénéficiaire.

Art. 4. — Le bénéfice du tarif téléphonique spécial dont question à l'article 1er ci-avant peut être accordé, à sa demande, à toute personne titulaire d'un raccordement au réseau téléphonique ayant :

- 1° soit une perte auditive minimale de 70 dB pour la meilleure oreille selon la classification du Bureau International d'Audiophonologie (BIAP);
- 2° soit subi une laryngectomie.

Les parents ou grands-parents, titulaires d'un raccordement téléphonique, peuvent bénéficier du tarif en question si leur enfant ou petit-enfant, qui habite chez eux, répond à l'une des conditions de handicap susmentionnées.

Art. 5. — Le handicap qui ouvre le droit au tarif téléphonique spécial susdit doit être attesté par une décision administrative ou judiciaire.

Art. 7. — Les personnes déjà reliées au téléphone qui remplissent les conditions fixées bénéficient du tarif téléphonique spécial précité à l'expiration de la première échéance de leur abonnement qui suit l'introduction de leur demande.

Art. 8. — Le bénéficiaire du tarif téléphonique spécial en question est tenu :

- 1° de renouveler sa demande auprès de la Régie des Télégraphes et des Téléphones avant l'expiration d'un délai de trois ans à partir du jour où ce tarif lui a été appliqué à la suite d'une demande antérieure;
- 2° de donner immédiatement connaissance à cette Régie du fait qu'il ne satisfait plus à une des conditions fixées dans le présent arrêté pour bénéficier du tarif en question;
- 3° de compléter immédiatement les débours auxquels il aurait échappé en bénéficiant indûment dudit tarif à la suite notamment d'une déclaration incomplète ou fautive à propos des conditions fixées;
- 4° d'autoriser la Régie, chaque fois qu'elle l'estime nécessaire, à vérifier, soit auprès des autorités compétentes, soit dans sa demeure, s'il remplit réellement toutes les conditions fixées.

Art. 9. — Le bénéfice du tarif téléphonique spécial susdit est retiré à la première échéance de l'abonnement qui suit la date à laquelle il n'est plus satisfait aux conditions fixées.

Extrait de l'arrêté ministériel du 6 septembre 1991.

Art. 2. — Sur demande de la Régie des Télégraphes et des Téléphones, le bénéficiaire du tarif téléphonique spécial dont question à l'article 1er ci-dessus doit prouver qu'il satisfait aux conditions fixées et ce au moyen de tout document jugé utile, notamment par la production :

- 1° de la preuve (décision administrative ou judiciaire, selon le cas) d'où il ressort :
 - que lui-même, son enfant ou petit-enfant a une perte auditive minimale de 70 dB pour la meilleure oreille selon la classification du Bureau International d'Audiophonologie (BIAP);
 - que lui-même, son enfant ou petit-enfant a subi une laryngectomie;
- 2° du document «composition de ménage» délivré par l'administration communale attestant que son enfant ou petit-enfant handicapé habite chez lui;
- 3° de la preuve de l'achat d'un poste téléphonique pour sourds agréé.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 6 septembre 1991.

LE MINISTRE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES,

M. COLLA


**REGIE VAN TELEGRAFIE
EN TELEFONIE**
**BIJLAGE 1
RECTO**

Verklaring in te vullen en te ondertekenen door de personen die aanspraak maken op het speciaal telefoontarief ingesteld ten voordele van sommige gehoorgestoorden en personen bij wie een laryngectomie werd uitgevoerd.

Aanbeveling : lees aandachtig de op de versozijde voorkomende uittreksels uit het koninklijk en het ministerieel besluit vooraleer met het invullen van deze verklaring te beginnen.

*
* *

Ik, ondergetekende, (naam, voornamen en nationaliteit) _____

verklaar op mijn eer :

- 1) dat ik geboren ben te _____, op _____;
- 2) dat ik woonachtig ben te (gemeente) _____ postnummer _____,
straat _____, nummer _____;
- 3) dat ik — mijn kind/kleinkind (naam en voornaam _____) (*)
minstens een verlies van 70 dB voor het beste oor (volgens de classificatie van het BIAP) heb
(heeft) zoals blijkt uit de beslissing getroffen op (datum) _____ door (naam en
adres van de instantie van wie de beslissing uitgaat) _____;
- 4) dat ik — mijn kind/kleinkind (naam en voornaam _____) (*)
een laryngectomie heb (heeft) ondergaan zoals blijkt uit het afgeleverd getuigschrift van
(datum) _____ door (naam en adres van de instantie die het attest afleverde)
_____;
- 5) (eventueel) dat mijn bovenvermeld kind/kleinkind (*) bij mij inwoont zoals blijkt uit het bijge-
voegd attest «samenstelling van het gezin» afgeleverd door het gemeentebestuur;
- 6) dat ik in het bezit ben van een goedgekeurde doventelefoon gekocht op _____
a) bij de Regie van T.T. (*)
b) bij _____ (*)
bewijs bijgevoegd (factuur of ander stuk)
— merk en type van het toestel : _____
— bouwjaar : _____
— goedkeuringsnummer : _____;
- 7) dat mijn doventelefoon is aangesloten op het telefoonnet onder het oproepnummer _____
_____ waarvan ik titularis ben.

Ik verbind mij ertoe de bepalingen van het op de versozijde vermelde artikel 8 van het koninklijk besluit van 5 september 1991 na te leven.

Datum en handtekening : _____

(*) *Schrappen wat niet toepasselijk is.*

BIJLAGE 1
VERSO**Uittreksel uit het koninklijk besluit van 5 september 1991 ter instelling van een speciaal telefoontarief ten voordele van sommige gehoorgestoorden en personen bij wie een laryngectomie werd uitgevoerd.**

Art. 2. — Het speciaal telefoontarief waarvan sprake in vermeld artikel 1 geldt enkel onder het stelsel van het gewoon abonnement voor een normale aansluiting. De installatie van de aanvrager moet uitgerust zijn met een voor doven goedgekeurd telefoontoestel. Indien voornoemd toestel niet door de Regie van T.T. werd geleverd, moet een aankoopbewijs worden voorgelegd.

Art. 3. — De vermindering wordt slechts toegekend voor één aansluiting per genothebber.

Art. 4. — Het voordeel van het speciaal telefoontarief waarvan sprake in artikel 1 hiervoor, kan op zijn verzoek worden genoten door ieder persoon, titularis van een aansluiting op het telefoonnet, die :

1° hetzij minstens een gehoorverlies heeft van 70 dB voor het beste oor volgens de classificatie van het Internationaal Bureau voor Audiophonologie (BIAP);

2° hetzij een laryngectomie heeft ondergaan.

De ouders of grootouders, titularis van een telefoonaansluiting, kunnen het bewuste tarief genieten indien hun kind of kleinkind, dat bij hen inwoont, voldoet aan één van de bovengemelde voorwaarden inzake de handicap.

Art. 5. — De handicap die het recht geeft op voornoemd speciaal telefoontarief moet blijken uit een administratieve of gerechtelijke beslissing.

Art. 7. — De reeds op het telefoonnet aangesloten personen die aan de gestelde voorwaarden voldoen, genieten het voordeel van voornoemd speciaal telefoontarief na het verstrijken van de eerste vervalddag van hun abonnement die volgt op het indienen van hun verzoek.

Art. 8. — De genothebber van bewust speciaal telefoontarief moet :

1° zijn verzoek bij de Regie van Telegrafie en Telefonie hernieuwen vooraleer drie jaren zullen verstreken zijn vanaf de dag dat op hem dit tarief ingevolge een vorig verzoek werd toegepast;

2° voornoemde Regie dadelijk kennis geven van het feit dat hij niet verder voldoet aan één van de in dit besluit gestelde voorwaarden om het voordeel van dat tarief te genieten;

3° onmiddellijk de bedragen bijpassen die hij door het ten onrechte genieten van het gezegde speciaal telefoontarief heeft ontdoken ten gevolge van onder andere een onvolledige of valse verklaring omtrent die voorwaarden;

4° de Regie ertoe machtigen om, telkens als zij het gepast acht, hetzij bij de bevoegde overheden, hetzij op zijn verblijf na te gaan of hij werkelijk aan al de gestelde voorwaarden voldoet.

Art. 9. — Het genot van het genoemd speciaal telefoontarief wordt ingetrokken vanaf de eerste vervalddag van het abonnement die volgt op de datum waarop niet meer aan de gestelde voorwaarden wordt voldaan.

Uittreksel uit het ministerieel besluit van 6 september 1991.

Art. 2. — Op verzoek van de Régie van Telegrafie en Telefonie moet de genothebber van het speciaal telefoontarief, waarvan sprake in bovengenoemd artikel 1, met alle dienstig geachte documenten bewijzen dat hij aan de gestelde voorwaarden voldoet, inzonderheid door het vertonen van :

1° het bewijs (administratieve of gerechtelijke beslissing, naargelang het geval) waaruit blijkt dat :

— hijzelf, zijn kind of kleinkind minstens een gehoorverlies van 70 dB voor het beste oor heeft volgens de classificatie van het Internationaal Bureau voor Audiophonologie (BIAP);

— hijzelf, zijn kind of kleinkind een laryngectomie heeft ondergaan;

2° het attest «samenstelling van het gezin» afgeleverd door het gemeentebestuur waaruit blijkt dat zijn gehandicapt kind of kleinkind bij hem inwoont;

3° het bewijs van aankoop van een voor doven goedgekeurd telefoontoestel.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 6 september 1991.

DE MINISTER VAN POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFONIE,

M. COLLA


**REGIE DES TELEGRAPHES
ET DES TELEPHONES**

ANNEXE 2

Déclaration à compléter et à signer par le bénéficiaire qui renouvelle sa demande d'octroi du tarif téléphonique spécial instauré en faveur de certains déficients auditifs et de personnes ayant subi une laryngectomie.

*
* *

Je, soussigné, (nom et prénoms) _____
raccordé au réseau téléphonique sous le numéro _____

déclare sur l'honneur :

- 1) qu'il est toujours satisfait, par moi-même, mon enfant/petit-enfant (nom et prénom _____) (*) à la condition de handicap pour laquelle le tarif téléphonique spécial m'a été accordé;
- 2) (le cas échéant) que mon enfant/petit-enfant précité (*) habite encore chez moi comme le prouve le document «composition de ménage» ci-annexé délivré par l'administration communale;
- 3) que mon installation téléphonique est toujours équipée d'un poste téléphonique pour sourds.
En cas de changement d'appareil depuis la précédente déclaration, complétez les renseignements ci-après relatifs au nouveau poste téléphonique pour sourds :
 - marque et type de l'appareil : _____
 - année de construction : _____
 - numéro d'agrément : _____
 - date d'achat : _____
 - vendeur : _____

Je m'engage à me conformer aux prescriptions de l'article 8 de l'arrêté royal du 5 septembre 1991 instaurant un tarif téléphonique spécial en faveur de certains déficients auditifs et de personnes ayant subi une laryngectomie.

Date et signature : _____

(*) Biffer ce qui ne convient pas.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 6 septembre 1991.

LE MINISTRE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES,

M. COLLA

**REGIE VAN TELEGRAFIE
EN TELEFONIE**

BIJLAGE 2

Verklaring in te vullen en te ondertekenen door de genothebber die zijn verzoek om toekenning van het speciaal telefoontarief, ingesteld ten voordele van sommige gehoorgestoorden en personen bij wie een laryngectomie werd uitgevoerd, hernieuwt.

*
* *

Ik, ondergetekende, (naam en voornamen) _____
aangesloten op het telefoonnet onder het nummer _____

verklaar op mijn eer :

- 1) dat er steeds voldaan is, door mijzelf, mijn kind/kleinkind (naam en voornaam _____) (*) aan de handicapvoorwaarde onder dewelke het speciaal telefoontarief mij werd toegekend;
- 2) (eventueel) dat mijn voornoemd kind/kleinkind (*) nog steeds bij mij inwoont zoals blijkt uit het bijgevoegd attest «samenstelling van het gezin», afgeleverd door het gemeentebestuur;
- 3) dat mijn telefooninstallatie steeds is uitgerust met een doventelefoon.
In geval van toestelvervangning sinds de vorige verklaring, gelieve het u de hiernavolgende inlichtingen te vervolledigen met betrekking tot het nieuw telefoontoestel voor doven :
 - merk en type van het toestel : _____
 - bouwjaar : _____
 - goedkeuringsnummer : _____
 - aankoopdatum : _____
 - verkoper : _____

Ik verbind mij ertoe de bepalingen van het artikel 8 van het koninklijk besluit van 5 september 1991 ter instelling van een speciaal telefoontarief ten voordele van sommige gehoorgestoorden en personen bij wie een laryngectomie werd uitgevoerd, na te leven.

Datum en handtekening : _____

(*) *Schrappen wat niet toepasselijk is.*

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 6 september 1991.

DE MINISTER VAN POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFONIE,

M. COLLA